



Le soleil de minuit brille une dizaine de semaines par an sur le lac Inari, au nord de la Finlande.



Jaana et Petri vivent à Nuorgam et forment le couple le plus septentrional de l'Union européenne.



Sur la rivière Teno, qui marque la frontière de l'Union, les Finlandais pêchent les saumons du côté droit.



Série

D'un point à l'autre

Extrêmes. L'Union européenne (UE) nous apporte son lot de nouvelles – crise de l'euro, relations extérieures ou politique énergétique – que vous découvrez dans votre "Libre" quotidiennement. Pour compléter le tableau et incarner l'Europe, nous vous emmenons dans le quotidien de nos "compatriotes" vivant l'Union à ses extrêmes. Plutôt que l'arbitraire total ou le hasard, nous avons choisi de jouer avec les chiffres. Latitudes et longitudes d'abord, car l'Union est aussi affaire de géographie. Altitudes ensuite, pour ajouter une troisième dimension à notre atlas. Multitude enfin, pour rendre compte de la diversité socio-économique de l'espace dans lequel nous vivons. Neuf sujets pour entrer dans la réalité européenne d'une autre manière. Après vous avoir emmenés au point culminant qu'est le mont Blanc (LLB du 13/9) et dans la région la plus pauvre qu'est le Severozapaden en Bulgarie (LLB du 17/9), notre voyage fait escale aujourd'hui au point le plus septentrional de l'Union, en Laponie finlandaise, avant de mettre le cap à l'extrême Est, à Chypre, samedi prochain.

Ce reportage a été réalisé avec le soutien du Fonds pour le journalisme en Communauté française.

lalibre.be

DOSSIER

Retrouvez, sur le site de "La Libre", la carte des points extrêmes de l'Union et les premiers volets de notre série.

Les de rniers indigènes

► Le grand nord de la Finlande, où l'on croise plus de rennes que d'êtres humains, est aussi le royaume des Samis. Dans la région la plus septentrionale de l'Union, les perspectives économiques ne sont pas aussi grandioses que les étendues de taïga et toundra.

Reportage Sabine Verhest
Envoyée spéciale en Laponie

Jaana et Petri reçoivent avec chaleur dans leur maison rouge toute en rondins de bois. Ces jeunes quadragénaires, qui vivent à Nuorgam avec leurs trois huskies, forment le couple le plus septentrional de l'Union européenne. "A vrai dire, la maison voisine, la grise, se situe plus au nord encore, mais ses occupants n'y habitent pas à l'année", explique Jaana, dans sa cuisine des confins de la Laponie finlandaise. Avec Petri, elle vit les soleils de minuit autant que les nuits polaires et ses aurores boréales, lorsque l'astre ne dépasse pas la

ligne d'horizon pendant près de 10 semaines. "Le ciel est alors d'un bleu très dense, les couleurs sont magnifiques. Comme tout est recouvert de neige, il ne fait pas complètement noir, on voit même assez bien", assure Petri en montrant les photographies de cette ambiance lumineuse qu'il a immortalisée.

Ni elle ni lui ne sont nés en Laponie, ils ont choisi de vivre ici, à près de 500 km au nord du cercle arctique. Originaires d'Oulu, ces deux Finlandais rêvaient de nature, de randonnées et de pêche. Au fond de leur jardin, au-delà de la cabane qui abrite un sauna – comme il se doit –, coule la rivière Teno, le paradis des amateurs de saumon sauvage, le vrai, pas celui que les Norvégiens élèvent et engraisent dans l'océan Arctique ou la mer de Barents. Ce soir-là, Petri vient de remonter sa barque sur la rive. Bredouille, l'homme hausse les épaules. L'eau est encore haute en cette période de l'année, "et le saumon intelligent", avertit Antti Tossavainen, un pêcheur d'Utsjoki, à 43 km en amont.

Finlandais et Norvégiens se partagent la rivière et ses poissons. Les premiers traînent leurs filets vers la berge de droite, les seconds vers celle de gauche. "La frontière se trouve quelque part au milieu, là où c'est le plus profond", montre Antti, en tendant le bras. La frontière de l'Union européenne.

C'est cette nature sauvage qui a attiré

Jaana et Petri. Mais déménager ne s'est pas révélé si simple. "Il n'y a pas de travail en Finlande du Nord", soupire Jaana. Antti ne la contredira pas. Les parents de sa femme, des Finlandais de Russie, s'étaient installés après la Seconde Guerre mondiale dans la vaste municipalité d'Utsjoki qui s'étend sur plus de 5 300 km², de Karigasniemi à l'Ouest à Nuorgam à l'Est. Le couple a décidé de s'y poser lui aussi, il y a 5 ans. L'attrait d'une vie en symbiose avec la nature, où l'on pêche, chasse et cueille au quotidien pour sa consommation personnelle. "Mais on ne gagne pas beaucoup d'argent par ici. On vit comme en Roumanie ! On doit avoir plusieurs jobs pour pouvoir assurer", témoigne Antti. Lui, l'informaticien, rend des services aux uns et aux autres dans la bourgade, mais il guide aussi les pêcheurs et les chasseurs de passage, conduit un taxi en hiver, aide son ami postier et fait le commerce d'articles outdoor. "On doit payer des impôts sur nos maigres revenus et que fait le gouvernement ? Il donne notre argent aux Grecs ! Mais, nous aussi, devons pouvoir nous développer !"

Matti Korkkala, le jeune maire d'Utsjoki, le reconnaît aisément, "le défi de la

municipalité est de réussir à attirer les entreprises". "Beaucoup partent travailler en Norvège, dans les secteurs de la construction ou de la santé. Les salaires y sont plus élevés." Jaana et Petri ont appris le norvégien et trouvé un emploi à Tana, à 30 km à peine de l'autre côté de la frontière, elle comme infirmière, lui dans une entreprise délivrant des repas aux collectivités. "On a habité deux ans en Norvège, mais on voulait vivre en Finlande. On a vu une annonce pour cette maison il y a neuf ans et on a déménagé à Nuorgam", explique Jaana. "La vie est facile ici, on est moins stressé qu'en ville et les gens s'entraident."

Les Norvégiens de la région eux aussi trouvent avantage à la proximité de la frontière européenne. Les chiffres l'illustrent d'eux-mêmes : Nuorgam, 250 habitants, offre deux supermarchés, un débit d'alcool, deux boucheries de viande de renne et deux pompes à essence. Ce samedi après-midi là, c'est bien simple, les voitures immatriculées en Finlande sur le parking du K Market se comptent sur les doigts d'une main dans le flot de véhicules du pays voisin. Trois kilomètres plus loin, les douaniers mettent leur nez dans les

coffres. "Rien à déclarer en Norvège ? Pas d'alcool ?" Car là-bas, on ne peut acheter ses bouteilles que dans des établissements gérés par l'Etat, les "Vinmonopol", beaucoup plus chers que les produits hors taxes que les consommateurs norvégiens peuvent importer de Finlande dans les limites de la loi et du très raisonnable – c'est-à-dire 1 litre de spiritueux, 1,5 litre de vin et 2 litres de bière. Contrairement à la Finlande, la Norvège n'est pas membre de l'Union européenne et le "tax free" signifie donc encore quelque chose.

A deux reprises Oslo avait négocié son adhésion, à deux reprises le peuple s'y était opposé par référendum, en 1972 et en 1994. Si l'élargissement à la Finlande en 1995 n'a pas changé grand-chose "dans la vie courante", la coopération avec la Norvège "est devenue plus difficile pour tout ce qui concerne le peuple sami" et l'élevage de rennes", constate Klemetti Näkkälajarvi, le président du Parlement lapon à Inari. Il est aujourd'hui "plus facile d'organiser une exposition sur la culture sami à Madrid qu'à Oslo !", illustre Tarmo Jomppanen, le directeur du musée Siida. "Sans même parler de la Russie...", pour laquelle un visa est nécessaire.

Suite en page 22



Comme tout bon Sami, Petteri Valle élève des rennes. Mais "ne demandez jamais à un éleveur combien il en possède, c'est comme si vous vouliez savoir combien d'argent il a sur son compte en banque", explique sa femme.

Suite des pages 20 et 21

C'est dans une vaste région nordique de taïga et de toundra que vit le peuple sami, 75 000 personnes, à cheval sur quatre États : la Norvège majoritairement, mais aussi la Russie, la Finlande et la Suède. Sur les 5 millions d'habitants que compte la Finlande, ils ne sont que 9 000 à se revendiquer de ce "seul peuple indigène de l'Union européenne". Et c'est dans la commune d'Utsjoki (Ohcejohka en same du Nord) qu'on en rencontre le plus grand nombre, près de 47 % de la population locale (quoiqu'on ait parfois plus de chance de rencontrer des rennes que des êtres humains dans cette zone où la densité avoisine 0,25 habitant au km²).

A première vue, il est difficile de distinguer un Finlandais d'un Sami. Être Sami, c'est une identité, c'est partager une des langues du peuple, sa culture, son art de vivre et ses traditions. "Je suis né dans un élevage de rennes. Quand je suis avec eux dans la forêt, je me sens vraiment sami", tente d'expliquer M. Jomppanen, dont le passionnant musée sur les bords du lac Inari est tout entier dédié à la Laponie. Mais "la situation des moyens de subsistance traditionnels est inquiétante", "nous n'avons pas assez de subsides pour les sauvegarder", regrette M. Näkkäläjärvi.

L'élevage de rennes, qui se pratique sur 36 % du territoire finlandais, a une portée culturelle importante. Mais, pour vivre, Petteri Valle a dû se diversifier, en louant de jolis chalets aux pêcheurs de la rivière Teno et en emmenant les touristes dans l'immensité de la nuit polaire. Il ne dira rien du nombre de rennes qu'il possède. "Ne demandez jamais cela à un éleveur, c'est comme si vous vouliez savoir combien d'argent il a sur son compte en banque", sourit sa femme, Anne. Et si la question lui est po-

lée, il répondra, comme tous les autres, qu'il en a "des deux côtés de l'arbre" !

Là-bas, dans le Grand Nord, on n'adore pas les règles imposées d'ailleurs, que ce soit d'Helsinki ou de Bruxelles. "La Finlande doit préserver un certain nombre de loups, d'ours, de gloutons, mais les éleveurs trouvent qu'il y en a trop", explique Tarmo Jomppanen. "Qu'ils les prennent tous à Helsinki s'ils les aiment tant", peste Anne. Car les gloutons ont beau être en fort petit nombre, ils s'attaquent aux rennes femelles et à leurs jeunes en leur arrachant la tête – ce qui rend très difficile l'identification de la bête et donc l'indemnisation de son propriétaire.

Les règles d'abattage des rennes ne plaisent pas plus aux Samis, à vrai dire. Près de 100 000 bêtes sont mises à mort chaque année en Finlande, et l'Union impose pour cela un cadre aseptisé. "Sinon, on ne peut pas vendre la viande", soupire Anne. Mais ces dispositions sont "mal conçues et entraînent plus de souffrances", pense M. Näkkäläjärvi, non sans déplorer le peu de connaissances de l'Europe à l'endroit de l'art de vie traditionnel de ces derniers indigènes. Avant, les rennes étaient abattus en hiver, dans le froid polaire, dans un corral à part et les carcasses étaient transférées dans des installations de transformation de viande. "A cause des règles européennes, les rennes vivants peuvent être transférés en camion jusqu'à 500 km d'ici, dans des installations où ils seront abattus", explique le président du Parlement lapon.

Mais pour Tarmo Jomppanen, le directeur du musée Siida, l'Union a quand même du bon : elle aide à préserver sa culture. Sans les fonds européens (1,2 million d'euros), demandés dès l'adhésion du pays, son musée – un modèle du genre – n'aurait jamais pu voir le jour. Or, quand il s'agit de sauvegarder les traditions et le mode de vie lapon, le travail ne manque pas. "C'est d'autant plus difficile que les jeunes quittent la région : 60 % des Samis vivent désormais hors du territoire", là où ils ne peuvent plus aller à l'école ni écou-

ter la radio dans leur langue. Helsinki, qui "n'a pas tout à fait bien rempli ses obligations internationales à notre égard", "prépare un programme de revitalisation linguistique qui devrait permettre de sauvegarder la langue" dans tout le pays, espère Klemetti Näkkäläjärvi, dont le Parlement a notamment pour tâche de réaliser l'autonomie culturelle des Samis dans un contexte pacifié.

Si la cohabitation avec les Finlandais se passe aujourd'hui plutôt bien, les Samis ont dû résister à l'aliénation linguistique et culturelle, et même surmonter la condescendance dont ils ont longtemps été victimes. Au début du siècle dernier, des scientifiques les soumettaient encore à la question et mesuraient leur crâne, histoire de démontrer qu'ils étaient moins intelligents.

Restent quelques points sensibles. "La Finlande n'a pas encore ratifié la Convention relative aux peuples indigènes et tribaux, de l'Organisation internationale du travail. Le problème des droits du peuple à la terre, à l'eau et aux ressources naturelles n'est pas résolu", critique M. Näkkäläjärvi. "Nous aurions voulu pouvoir récupérer nos terres, mais c'est impossible, alors nous voulons pouvoir dire ce qu'on doit faire d'elles et de leurs ressources. En Norvège, les Samis ont le droit de dire comment utiliser l'argent du pétrole", affirme Tarmo Jomppanen. Or, si l'exploitation forestière est encadrée, précise M. Näkkäläjärvi, l'exploitation mécanique de mines d'or sur le sol de leurs ancêtres, outre qu'elle ne leur rapporte absolument rien, irrite les Samis de Finlande. Elle "affecte la qualité de l'eau et l'élevage de rennes". Et les rennes, en Laponie, c'est sacré.

→ (*) Ce peuple est plus connu en français sous l'appellation de Lapons, mais les principaux intéressés jugent ce terme péjoratif dans les langues nordiques et préfèrent s'appeler les Samis.

■ Congo-Kinshasa

Ngoy: les élections pas retardées

► Le président de la CENI souligne les contradictions de l'opposition.

Alors que le processus électoral congolais entre dans "la dernière ligne droite" avant les scrutins présidentiel et législatif du 28 novembre, le président de la Commission électorale nationale indépendante (CENI), le pasteur Daniel Ngoy Mulunda, a donné une conférence de presse à Bruxelles pour faire le point.

Il s'est essentiellement attaché à souligner l'incohérence de l'opposition, qui après avoir refusé son accord pour reculer la date des élections – NdLR: dont les préparatifs ont démarré tardivement en raison de l'indolence de la classe politique congolaise – ("ils me promettaient l'apocalypse si le mandat du chef de l'Etat était prolongé au-delà du 6 décembre", soit cinq ans tout juste après sa prestation de serment), obligeant ainsi la CENI à mettre les bouchées doubles – ce qui a fait "exploser" les dépenses, souligne le pasteur – lui demande aujourd'hui de "retarder le vote sous prétexte qu'on ne sera jamais prêts".

Le pasteur ne l'entend pas de cette oreille et assure que huit jours après les scrutins, les résultats provisoires seront proclamés, la prestation de serment de l'élu intervenant le 20 décembre selon son calendrier. Ce sera possible, dit-il, grâce "à un nouveau système que nous avons acquis, qui prévoit que les cinq derniers électeurs comptent les votes avec le bureau; que copie des résultats soit donnée aux témoins des partis politiques présents et affichée sur place le soir-même", tout en étant transmis électroniquement à Kinshasa.

"Au lieu de nous jeter la pierre, l'opposition ferait mieux de former ses témoins, qui devraient être deux par bureau de vote, soit 124 000 personnes qui doivent participer au comptage et signer la feuille de résultats!", martèle le président de la CENI. Quelque 62 000 bureaux de vote sont en effet prévus, contre 50 000 en 2006. Des envoyés examinés où ils vont être positionnés "afin que les gens ne doivent pas marcher trop longtemps pour s'y rendre; on sait que cela avait provoqué de nombreuses abstentions en 2006".

Les dirigeants de l'opposition, accuse le pasteur Ngoy Mulunda, "nous reprochent nos retards mais eux-mêmes ne sont pas prêts". Et de souligner que la majorité des candidatures aux lé-

gislatives ne sont intervenues que dans les deux derniers jours où elles pouvaient être acceptées. Et souvent accompagnées de "dossiers incorrects". Alors qu'il y a 500 sièges à pourvoir, la CENI a déjà reçu 13 000 candidatures en provenance de huit des onze provinces (les trois dernières doivent les rentrer ce week-end au plus tard).

Evoquant les inscriptions frauduleuses sur les listes électorales (notamment de mineurs d'âge, au Katanga notamment), le vice-président de la CENI, Jacques Djoli (MLC – opposition) a souligné pour sa part que "les partis politiques n'ont jamais eu la volonté ou la capacité de déployer des témoins dans les centres d'inscription".

Bien que la loi ne le prévoit pas, le président de la CENI est néanmoins prêt, a-t-il dit, à discuter avec l'opposition – "pour répondre à la demande de transparence" – du désir de celle-ci que le fichier électoral soit soumis à un audit. La CENI avait proposé que l'opposition fournisse des informaticiens pour ce faire, mais l'opposition a donné les noms de témoins politiques. "Nous devons nous entendre sur les critères de choix de ces personnes et sur le travail qu'elles feront", dit le pasteur.

En raison de l'explosion des coûts occasionnée par l'obligation de travailler vite pour rattraper les retards entraînés par la nonchalance initiale, le gouvernement congolais finance au final 80% des coûts des scrutins (qui s'étaleront jusqu'en 2013), les 20% restants l'étant par la communauté internationale, qui gère elle-même ses fonds; c'est elle qui paie ainsi les 300 000 agents électoraux. En 2006, cette dernière payait 90% des coûts et le Congo 10%.

MFC



L'obligation de rattraper les retards a fait exploser les coûts.

Pologne Un homme s'immole devant le siège du gouvernement

Un homme de 49 ans, qui avait des problèmes financiers, a tenté de s'immoler par le feu devant le siège du gouvernement polonais, vendredi. Ce père de trois enfants, habitant la région de Varsovie, a expliqué sa situation dans une lettre qu'il avait épinglée à un banc à proximité du lieu de son geste de désespoir : il avait notamment affaire à un huissier pour non-paiement de dettes. Le Premier ministre polonais Donald Tusk, en tournée électorale dans le Nord-Ouest du pays avant les élections législatives du 9 octobre, a annoncé qu'il rentrerait à Varsovie pour rendre visite à la victime, si son état de santé le permettait. (AFP)

France Le Panaméen "libéré" reste détenu

Un juge français a accordé vendredi la libération conditionnelle à Manuel Noriega, qui purge une peine en France après une autre aux Etats-Unis. Mais l'ancien dictateur du Panama restera en prison jusqu'à son extradition vers son pays, pour l'heure bloquée par un imbroglio judiciaire. Noriega, ex-employé de la CIA, fut renversé en 1989 par une intervention armée américaine. (AFP)



CARLOS GUARDIA/AP

France Confrontation entre DSK et Banon

Le Parquet de Paris a décidé d'organiser une confrontation entre Dominique Strauss-Kahn et Tristane Banon, la jeune femme qui l'accuse de tentative de viol. Dominique Strauss Kahn "a fait savoir au service en charge du dossier qu'il se tenait à sa disposition" pour participer à cette confrontation, ont déclaré ses avocats. Tristane Banon, 32 ans, qui a porté plainte contre Dominique Strauss-Kahn pour une tentative de viol perpétrée selon elle en 2003, avait indiqué jeudi qu'elle voulait être confrontée à celui qu'elle accuse pour qu'il lui "dise droit dans les yeux" que les faits qu'elle dénonce sont "imaginaires". DSK a porté plainte contre M^{lle} Banon pour dénonciation calomnieuse. (AFP)

Cambodge Inondations: 58 morts

Des inondations plus graves que les années précédentes ont fait au moins 58 morts au Cambodge, dont 31 enfants, ont indiqué les autorités. Les pluies diluviennes qui frappent le pays depuis le mois d'août et le débordement du Mékong ont inondé de vastes zones et touché des milliers d'hectares de rizières, a précisé Keo Vy, du Comité national pour la gestion des catastrophes. Plus de 5 000 familles ont été évacuées, a-t-il ajouté. (Belga)

Zambie L'opposant anti-chinois Sata est élu président

Le chef de l'opposition zambienne, le leader populiste Michael Sata, 74 ans, a prêté serment vendredi comme nouveau président, cérémonie retransmise en direct à la télévision nationale, tandis que des centaines de ses sympathisants l'acclamaient devant la Cour suprême. Dans la nuit précédente, le président de la Cour suprême l'avait proclamé vainqueur, face au président sortant Rupiah Banda, au terme d'un scrutin tendu et émaillé de violences qui ont fait au moins deux morts. Michael Sata a longtemps milité contre la massive présence chinoise dans le pays et un entrepreneur chinois de Zambie au moins avait ordonné à ses employés de voter contre lui lors du précédent scrutin présidentiel, 2006, à l'issue duquel M. Sata avait contesté sa défaite. Il avait cette fois mis de l'eau dans son vin. Vendredi, à Lusaka, les Chinois ne sortaient cependant pas dans la rue même si beaucoup estiment que le nouveau président ne pourra éviter de travailler avec eux. (d'après AFP)